

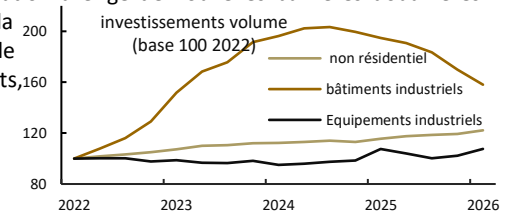


Edit'hebdo

La bataille de la réindustrialisation n'est pas uniquement européenne et française. Aux Etats Unis aussi, elle a été brandie comme l'une des priorités du nouveau mandat de D.Trump. Les droits de douane en ont été l'un des moyens pour la mettre en œuvre....sans grandes avancées visibles à ce jour.

ETATS UNIS ... UN LABORIEUX RENOUVEAU INDUSTRIEL

Les Etats Unis restent un grand producteur de biens industriels mais le renouveau de ce secteur, à maintes fois revendiqué par les deux derniers Présidents, peine à convaincre. L'IRA, Inflation Reduction Act, pensé depuis 2020 puis initié par l'administration Biden dès février 2023 avec un torrent d'aides, de subventions et de réductions d'impôts, devait concourir à cet objectif. Concentré sur quelques industries phare, l'automobile, les infrastructures routières, les ponts, les réseaux électriques, aidant à verdir l'économie, il a pourtant fait long feu. Redirigée par la nouvelle administration Trump, la politique industrielle tente à présent de concilier la relocalisation et les nouvelles contraintes d'approvisionnements en terres rares et en énergie. Afin de protéger cet objectif de réindustrialisation l'administration a érigé de nouvelles barrières douanières visant à favoriser la production locale. L'élan porté par l'IRA et concrétisé par la multiplication de constructions s'est cependant rapidement essoufflé depuis le retour de D. Trump. Que ce soit du côté des constructions, ou des équipements, les résultats offrent une situation bien éloignée du discours. Les dépenses destinées aux constructions d'usines sont **en retrait de plus de 27%** depuis le début de ce mandat. Dans le secteur phare de l'industrie automobile, la production vient à peine de retrouver son niveau précédant la pandémie.



Elle reste stable à un peu plus de 10,4 millions de véhicules en mai 2026. En matière d'emplois, la situation n'est pas plus convaincante. Ainsi depuis le pic de 12,9 millions d'emplois dans ce secteur en juin 2022, le secteur a perdu près de 200 000 postes de spécialités et ne représente plus aujourd'hui que 8% de l'emploi du secteur privé...Car, la réindustrialisation n'est pas une simple affaire de volonté politique, de subventions ou de barrières douanières. Elle est un projet qui requiert **persévérance, compétences et plus encore lisibilité** dans la durée. Quelques annonces médiatisées ont pu donner l'illusion d'une réindustrialisation « en marche » venant souvent à la suite de difficultés d'approvisionnement ou de barrières. La nouvelle administration n'a pas encore trouvé la recette pour mener ce laborieux travail. Et, si récemment on assiste à quelques timides frémissements sur l'activité manufacturière, ils coïncident avec les craintes de ruptures d'approvisionnements face aux obstacles issus du conflit avec l'Iran ou de nouvelles restrictions... Le laborieux renouveau industriel mérite pourtant bien mieux que des craintes ou des menaces.

LA CONJONCTURE



USA

- **Le moral des PME** continue à s'émousser en baisse de 60 bps à 95,3 en mai. Les prix sont la principale source de leurs inquiétudes.
- **Le solde commercial** se dégrade à nouveau à 60 Mds\$ après 58,4 en avril, affecté par un moindre excédent sur les services 27,8 Mds après 29,5 en avril.
- **L'indice de confiance des ménages du Michigan** a gagné plus de 4 points à 48,9 en juin. Les rumeurs sur l'issue du conflit dans le golfe ont contribué à ce rebond.

ZONE EURO

- **Poursuite de la hausse des prix en mai.** L'inflation s'établit à 3,2% sur un an et 2,6% sur la partie sous jacente. En France, elle est respectivement de 2,4% et 1,5% sur la partie sous jacente de l'indice.

ALLEMAGNE

- Déception sur **les commandes à l'industrie** en repli de 3,8% sur le mois d'avril, de 11,8% dans les équipements après 9,3% en mars.
- **La production industrielle** rebondit de 0,4% en avril après 4 mois consécutifs de repli. Elle reste en territoire négatif sur un an.

II	12/06/2026	05/06/2026	02/01/2026
\$/€	1,16	1,17	1,17
Brent \$	80,09	90,42	59,7
Bond 10 ans	4,48	4,43	4,19
OAT 10 ans	3,76	3,70	3,60
Or Once \$	4506,0	4506,0	4352,9

LES MARCHÉS DE TAUX

Léger apaisement sur les taux longs aux USA, légères tensions en Europe

	12/06/2026	Variation semaine	Depuis 02/01/2026
S&P 500	7377,0	-2,2	7,4
Nasdaq	56695,3	-3,8	10,2
Euro 50	6073,3	0,0	4,8
CAC 40	8223,2	0,4	0,8
Nikkei	64771,6	-3,7	28,6
MSCI EM	106476,8	-4,3	21,6

LE MARCHÉ DES ACTIONS

Nouvelle fébrilité visible sur les valeurs de l'IA

QUELLE RÉINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?

Comme les Etats Unis, **l'Union Européenne veut la renaissance d'une industrie** régionale et performante qui fasse émerger de nouveaux leaders et favorise une industrie domestique indépendante et compétitive tant sur ses marchés locaux que face à la concurrence mondiale. C'est aussi un souhait fort des populations, peut-être plus porté par la nostalgie d'une époque qui avait tiré la croissance et l'industrie dans un élan commun. Et pourtant, si cette volonté d'une réindustrialisation est devenue la source d'un solide consensus, il est moins évident d'en déterminer les nouvelles priorités. Ces dernières ne peuvent évidemment pas renaitre de l'industrie traditionnelle qui s'est déployée sur 30 ans depuis les années 50. Et si le secteur automobile en est souvent l'exemple, il ne peut plus être la référence pour demain. Cette industrie s'inscrit dans une formule qui dissocie de moins en moins la production et les services. Il serait erroné de focaliser attention et moyens sur l'un en laissant l'autre aux mains de concurrents étrangers ou en l'excluant de nos efforts au profit de la réindustrialisation. En France, nous avons longtemps été leaders en matière d'infrastructures de qualité, routes et ferroviaire. Cet atout a motivé le choix d'implantations industrielles sur notre territoire. Aujourd'hui, les nouveaux enjeux se concentrent **sur les infrastructures numériques et du transport de l'information**. Elles sont devenues indispensables dans la maîtrise des «industries technologiques», socle de ce renouveau. Elles sont néanmoins insuffisantes pour déployer de nouveaux modes de production qui passent de plus en plus par des idées, la conceptualisation de nouvelles priorités qui s'appuient sur **des compétences qui se sont raréfiées** avec la déliquescence des filières scientifiques et techniques. Ces dernières sont aussi étroitement imbriquées avec les besoins de développement du numérique et les exigences écologiques de décarbonation de secteurs clés de notre économie (aéronautique, logement, agriculture, automobile). A ce titre, et en **matière d'énergie décarbonée**, la **France est particulièrement bien lotie**, produisant près de 95% de son électricité à partir de sources propres, ce qui lui confère un atout de taille face aux inéluctables chocs énergétiques qui peuvent émerger à tout moment. Dans cette renaissance, l'industrie reste encore dépendante à hauteur de 48% des énergies fossiles, niveau qui ne reflue plus depuis quelques années même si son intensité énergétique continue à s'améliorer. La réindustrialisation de la France et de l'Union s'accompagne du renforcement des énergie décarbonées. L'électrification en est un axe stratégique et un facteur d'avantage compétitif mais ne la cantonnons pas à la seule fourniture d'énergie. Elle est un précieux outil pour encourager l'implantation des nouvelles chaînes de production sur notre territoire comme le furent les infrastructures du cycle industriel précédant ... un précieux outil au service d'un projet industriel qui doit être bien plus ambitieux.

L'ÉVOLUTION DES CLASSES D'ACTIFS



Document à caractère publicitaire non contractuel.

BRED Banque Populaire - Société anonyme coopérative de banque populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit, au capital social de 1 893 934 238,40 euros. Siège social : 18, quai de la Rapée 75604 PARIS Cedex 12 - 552091795 RCS Paris Ident. TVA FR 09 552 091 795 - Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 608.